

## INTRODUCTION AU JEU DE RÔLE

1

### GROUPES POLITIQUES

À leur arrivée, les joueurs sont répartis entre quatre groupes politiques fictifs.



### LE GROUPE "SOLIDARITÉ EUROPÉENNE"

**Politique:** Ce groupe a pour objectif essentiel le bien-être social. Il est en faveur de l'intervention de l'État en tant que prestataire de services publics et de bailleur de fonds.



### LE GROUPE "ÉCOLOGIE EN EUROPE"

**Politique:** Ce groupe incarne essentiellement la protection de l'environnement, mais se bat également pour la justice sociale et la liberté.



### LE GROUPE "LIBERTÉS EUROPÉENNES"

**Politique:** Ce groupe est en faveur de la responsabilité individuelle et des mécanismes du marché. Il préconise la libre entreprise et la concurrence et est opposé à l'intervention de l'État.



### LE GROUPE "EUROPE DE LA TRADITION"

**Politique:** Il prône une société où l'intervention de l'État et l'initiative privée sont équilibrés, où les objectifs législatifs sont réalistes et leur mise en œuvre flexible.

## 2

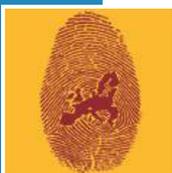
### CAS PRATIQUES

Une fois ces groupes politiques formés, ils doivent se scinder en deux pour former des commissions parlementaires. Chaque commission se verra attribuer un cas fictif à examiner.



#### **CAS 1** **COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT** **DIRECTIVE SUR LA SOLIDARITÉ POUR L'EAU**

Du fait du changement climatique, l'Europe est confrontée à un déséquilibre de ses réserves en eau. Certains États membres ont décidé de mettre en commun leurs ressources pour la construction d'un aqueduc qui traverse toute l'Union. Alors que sa construction a déjà commencé, les recherches les plus récentes indiquent que le déficit en eau est encore de 30 %. La Commission propose donc un plan d'action pour la gestion de l'eau, appelé directive sur la solidarité pour l'eau.



#### **CAS 2** **COMMISSION DES LIBERTÉS CIVILES** **DIRECTIVE SUR L'IDENTIFICATION DES PERSONNES**

Des implants de puces sont déjà utilisés en Europe à des fins de protection de la santé, d'identification et de sécurité. Certains pensent que cette technologie présente de nombreux avantages, alors que d'autres la jugent tout à fait inacceptable.

La Commission européenne estime qu'il convient de réglementer l'utilisation des implants de puces de manière à assurer la protection des droits fondamentaux des personnes et à limiter l'abus potentiel de ces techniques. Elle propose pour ce faire une directive sur l'identification des personnes.

